

Avant son départ du Gabon/Trois questions à l'ambassadeur de Turquie "Maintenant, nos relations diplomatiques ont un support très fort"

Propos recueillis par I. I
Libreville/Gabon

Avant de regagner son pays où l'attendent de nouvelles missions, Ahmet Riza Demirer, premier ambassadeur résident de Turquie au Gabon, dresse ici le bilan des relations entre Libreville et Ankara.

L'Union : Excellence, quels sentiments vous animent au moment où vous quittez le Gabon ?

Ahmet Riza Demirer : C'est d'abord la tristesse. Nous étions ici, moi et ma famille, depuis pratiquement 4 ans. On se sentait Gabonais, on a aimé ce pays qui nous a accueilli avec beaucoup d'hospitalité et c'est pour cela qu'on a passé des moments, des années qu'on n'oubliera pas. C'est une partie de notre vie qui va rester ici, c'est aussi une partie du Gabon que nous emportons avec nous.

A quel niveau laissez-vous l'état des relations turco-gabonaises ?

- Les relations entre le Gabon et la Turquie sont au plus haut niveau. Elles sont excellentes. Évidemment, on avait eu des relations diplomatique et politique depuis l'indépendance du Gabon, mais c'est surtout après 2008 qu'il y a eu une accélération. C'était l'année où la Turquie a inauguré sa politique, sa stratégie pour l'Afrique. C'était aussi l'année durant laquelle le ministre de la Défense du Gabon,

l'actuel chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, avait effectué une visite officielle en Turquie. Si on compare nos relations d'avant 2008 à celles de maintenant, il y a une énorme différence. Je suis arrivé en 2012 pour ouvrir l'ambassade de Turquie au Gabon, une ouverture qui a donné un coup d'accélération à ces relations.

A ce propos, le premier ambassadeur résident du Gabon a été reçu, dernièrement, par mon président, Recep Tayyip Erdogan, pour la remise de ses Lettres de créances. Maintenant, nos relations diplomatiques ont un support très fort : notre ambassade ici, l'ambassade du Gabon en Turquie.

En dehors de l'ouverture des ambassades, les visites entre les deux pays sont au plus haut niveau. L'actuel président de la Turquie et son prédécesseur ont visité le Gabon. Le président Ali Bongo Ondimba a visité deux fois la Turquie. Nos relations économiques ont connu un essor considérable. Les relations au niveau militaire et social se sont renforcées. Pour autant, je ne peux pas dire qu'il ne reste pas beaucoup à faire. Au contraire, plus on développe nos relations, plus on élargit le champ d'action, l'amitié entre nos dirigeants et nos peuples se renforcent.

Vous repartez donc satisfait ?

- Bien sûr, même s'il y a des dossiers qu'on n'a pas pu faire avancer autant que moi je le souhaitais, autant que tout le monde aurait souhaité. Mais une des raisons à cela c'est qu'en Turquie, depuis début 2014, on a eu successivement des élections. Et sur-



Ahmet Riza Demirer, ancien ambassadeur de Turquie

tout à la suite des élections parlementaires du 7 juin. Malheureusement, il ne s'est pas dégagé une majorité, ni un gouvernement de coalition comme le veut la Constitution. Un gouvernement de transition a été formé pour préparer les élections du 1er novembre. Bien sûr aussi que les affaires courantes ne sont pas impliquées, mais dans la vie des pays, la diplomatie, les visites, les contacts entre les dirigeants, c'est très important. Ce sont eux qui nous montrent la voie, ce sont eux qui nous donnent la motivation, dans ce sens-là. On a peut-être fait un bout de chemin, une parenthèse, mais c'est certain qu'avec le gouvernement qui sortira des élections du 1er novembre, la dynamique de nos relations va repartir de là où on s'était arrêté. Je voudrais tout simplement remercier les hautes autorités gabonaises, mais aussi le peuple gabonais pour l'hospitalité qu'il m'a été offerte, et à travers à moi, c'est mon pays et ses dirigeants qui ont ainsi été honorés.

Burkina Faso/ Au lendemain de la restauration du régime de Transition Le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) dissout

AFP
Ouagadougou/ Burkina Faso

LE Régiment de Sécurité présidentielle (RSP), l'unité militaire qui a réalisé le coup d'Etat, finalement avorté, du 17 septembre, a été dissous vendredi par un décret pris lors du premier Conseil des ministres après le putsch. "Le troisième décret est relatif à la dissolution du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP). L'adoption de ce décret dissout le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP)", selon le compte-rendu du Conseil des ministres. Corps d'élite de 1.300

homme, le RSP, armée dans l'armée, était la garde prétoirienne de l'ancien président Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans au pouvoir en octobre 2014.

Le 16 septembre, des membres du RSP avaient fait irruption au Conseil des ministres et pris en otage le président de la transition Michel Kafando ainsi que le Premier ministre Isaac Zida et le gouvernement. Ils avaient annoncé le lendemain à l'aube la création d'un Conseil national pour la démocratie, dirigé par le général Gilbert Diendéré.

Après une semaine de manifestations et d'arrêt de l'activité dans le pays, l'armée "loyaliste", sous l'impulsion de jeunes officiers, a convergé vers la capitale lundi forçant le RSP à renon-

cer à son projet.

Parmi les autres décisions de ce premier Conseil des ministres post-putsch : la destitution du ministre délégué à la Sécurité Sidi Paré, soupçonné de collusion avec le Conseil national pour la Démocratie (CND, pro-Compaoré), la mise à l'écart du chef d'état-major particulier de la présidence le colonel-major Boureima Kere, ancien aide de camp de Blaise Compaoré et ex-chef du RSP. Le Conseil a aussi décidé de la création d'une commission d'enquête sur le coup d'État.

Cette commission "vise à situer les responsabilités, à identifier les auteurs, complices, militaires et civils impliqués dans la tentative de coup d'Etat perpétré le 16 septembre 2015", selon le



Isaac Zida au sortir du conseil des ministres

communiqué du Conseil des ministres.

"La Commission dispose d'un délai de trente jours maximum pour déposer son rapport. Des poursuites judiciaires seront immédiate-

ment engagées à l'encontre des auteurs et complices", selon le texte.

Par ailleurs, le Conseil a fait état d'un bilan officiel de 11 morts et 271 blessés pendant les événements.

Vatican/Musique

Le pape François sort un premier album pop-rock

L'album évoque tous les sujets qui lui tiennent à coeur comme l'environnement, la paix, la dignité humaine etc.

"Très heureux d'annoncer que Believe publie un album du pape lui-même, approuvé par le Vatican, intitulé +Wake Up!+", a écrit le label sur son compte Facebook.

On peut déjà précommander et écouter un des titres intitulé "Wake up! Go! Go! Forward!" ("Réveille toi! Avance! Avance! Va de l'avant!") sur iTunes, la boutique en ligne d'Apple. Dans la chanson se mêlent un discours du pape prononcé l'an dernier devant des Sud-Coréens à des synthétiseurs, des cuivres et des guitares électriques. Les chansons, dont l'une évoque son encyclique sur le climat, ont été

composées par un chanteur de rock italien, Tony Pagliuca.

Le producteur Don Giulio Neroni, qui a travaillé pour plusieurs papes, explique dans le magazine Rolling Stone que c'est la première fois qu'il produit un album pour François, élu pape en mars 2013.

"Comme dans le passé, pour cet album aussi j'ai essayé de rester très fidèle à la personnalité et à la pastorale du pape François: le pape du dialogue, des portes ouvertes, de l'hospitalité", explique le producteur à Rolling Stone.

"C'est pour ça que la voix du pape François dans +Wake Up!+ dialogue avec la musique. Et que de la musique contemporaine (rock, pop, latino etc.) dialogue avec la tradition chrétienne des hymnes



Le pape François, bientôt une rock star?

DÉJÀ accueilli comme une star à New York, le pape François va sortir un premier album pop-rock intitulé "Wake up!" ("Réveillez-vous") le 27 novembre, a annoncé vendredi le label Believe Digital. Le souverain pontife n'y chante pas directement mais l'album de onze titres intègre des extraits de ses prières ou discours à une musique résolument rock.

L'Afrique en bref

Nigeria/ Islamisme
200 combattants de Boko Haram se sont rendus, selon l'armée

L'armée nigérienne a affirmé vendredi que plus de 200 insurgés du groupe islamiste Boko Haram se sont rendus lors de la reprise par l'armée de la ville de Banki, qui a été utilisée par les islamistes comme base pour mener des attaques vers le Cameroun.

Côte d'Ivoire/ CPI
La défense de Gbagbo demande d'ouvrir le procès en Côte d'Ivoire

La défense de Laurent Gbagbo, accusé de crimes contre l'humanité lors de la crise postélectorale de 2010-2011, a demandé à la Cour pénale internationale d'ouvrir le procès de l'ancien président en Côte d'Ivoire, a-t-on appris vendredi.

RDC/ Violences
Attaque contre un camp militaire, au moins 3 morts

Au moins trois soldats congolais ont été tués dans la nuit de jeudi à vendredi dans une attaque contre un camp militaire dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de sources militaires.

Égypte/ Islamisme
La police dit avoir tué neuf "terroristes" qui préparaient des attentats

La police égyptienne a annoncé vendredi avoir tué neuf "terroristes" qui planifiaient des attentats à l'occasion de l'Aïd al-Adha (fête du sacrifice), moment fort du calendrier musulman qui se termine samedi.

A travers le monde

Arabie saoudite/ Au lendemain de la mort de 700 pèlerins
Le royaume sous le feu des critiques

L'Arabie saoudite était vivement critiquée vendredi pour son organisation jugée défaillante du pèlerinage de La Mecque au lendemain d'une bousculade ayant fait plus de 700 morts parmi les fidèles musulmans.

USA/ Visite du président chinois
États-Unis et Chine d'accord pour coopérer contre le piratage informatique



Le président Barack Obama a annoncé vendredi aux côtés de son homologue chinois Xi Jinping que les deux puissances étaient tombées d'accord pour lutter contre le piratage informatique, l'un des plus gros contentieux entre Washington et Pékin.

Malaisie/ Terrorisme
Arrestation de trois personnes soupçonnées de préparer un attentat

Les autorités malaisiennes ont arrêté trois personnes, dont un Syrien et un Indonésien, soupçonnées de préparer un attentat contre des cibles malaisiennes et étrangères, ont annoncé vendredi la police et la presse.

USA/ Chambre des représentants

Démission du président
Les divisions déchirant le parti républicain aux États-Unis ont éclaté au grand jour vendredi avec la démission du président de la Chambre des représentants, contesté par l'aile conservatrice qui lui reprochait un manque d'agressivité face à Barack Obama et aux démocrates.